

# Pour une politique de souveraineté européenne du numérique

## Déclaration du groupe Outre-mer

Poser la question d'une politique de souveraineté européenne dans le domaine de l'économie numérique, c'est constater qu'elle n'existe pas encore. C'est mesurer le retard pris par l'Europe dans ce domaine, sa dépendance face aux géants américains et maintenant asiatiques. C'est aussi une nouvelle fois s'interroger sur l'Europe que nous voulons. Soit un grand marché sans frontière, mais ouvert aux autres puissances, soit une Europe elle-même puissante qui, dans l'intérêt des pays et des peuples, organise les solidarités et convergences et conduit des politiques communes d'investissement dans les secteurs stratégiques.

Comme le souligne l'avis, il s'agit d'abord de soumettre les géants actuels à des normes acceptables et d'abord à la fiscalité. Ceci est nécessaire. Ceci est engagé. Le projet d'avis précise un certain nombre de préconisations pour accélérer cette nécessaire régulation au niveau européen.

Au-delà de la régulation, il s'agit aussi d'investir massivement. Investir dans la couverture de tous les territoires européens en fibre optique de haut débit, investir dans des pôles d'innovation numérique dans toutes les régions d'Europe, y compris Outre-mer, dans la R&D numérique, l'économie des données, l'intelligence artificielle, etc., investir dans la formation. Les Outre-mer sont parties prenantes de ces perspectives d'investissement.

Contrairement aux clichés exotiques, le numérique est en effet aujourd'hui au cœur du développement économique Outre-mer, et ce pour une raison simple : l'économie du numérique c'est aussi l'économie de l'intelligence, de la matière grise. À ce titre, elle n'est soumise à aucun des handicaps structurels qui sont le fait de nos territoires dans l'économie traditionnelle des biens et services.

Partout en Outre-mer, à des degrés divers d'avancement, la filière numérique est un des principaux relais de développement aujourd'hui. Elle présente un énorme potentiel sur le marché local, mais aussi à l'international avec des capacités locales d'innovation déjà constituées ou à créer et les perspectives sur les marchés africains, sud-américains ou pacifiques. Se battre pour la souveraineté numérique européenne c'est refuser les dépendances. C'est se battre pour notre propre souveraineté. Les Outre-mer, et singulièrement les régions ultrapériphériques d'Europe, souhaitent être partenaires et acteurs de cette bataille.

Dans cet esprit, le groupe de l'Outre-mer a voté l'avis